

Communiqué

Solidarité Gaza : Alain Pojolat est relaxé !

mercredi 22 octobre 2014, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2014).

C'est le résultat de la comparution d'Alain Pojolat devant le tribunal de Paris. La relaxe !

La nouvelle est reçue avec une grande joie par toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés ces dernières semaines contre la criminalisation du mouvement de solidarité avec le peuple Palestinien par le gouvernement Hollande-Valls.

Alain Pojolat a été convoqué par la justice pour avoir déposé en juillet dernier, à la préfecture, au nom de plusieurs organisations, des demandes d'autorisation à manifester. Ces manifestations, en solidarité avec les palestiniens de la bande de Gaza qui subissaient l'agression féroce de l'armée israélienne, ont été interdites.

Ces interdictions étaient inacceptables. Le gouvernement, parce qu'il soutient la politique du gouvernement israélien, a tenté de discréditer le mouvement de solidarité avec les palestiniens, en s'appuyant sur les provocations de l'extrême droite sionistes. Il a tenté de réprimer la solidarité qui s'est exprimée très massivement cet été avec Gaza en interdisant les manifestations. En inculquant ensuite Alain Pojolat il a cherché à intimider l'ensemble du mouvement d solidarité à la Palestine.

Toutes ces tentatives ont échouées. Malgré les interdictions, malgré la police, c'est par milliers que les manifestants sont venus dénoncer dans la rue l'agression israélienne. C'est par milliers que la pétition regroupant entre autres une large palette de personnalités du monde associatif, syndical, artistique et politique, a été signée, dénonçant l'inculpation d'Alain Pojolat

Le procureur avait requis 2 mois de prison avec sursis et 1500 euros d'amendes. L'ampleur de la mobilisation en a décidé autrement. Cette belle victoire politique est un encouragement à ne pas baisser la tête pour toutes celles et ceux qui se battent pour la liberté d'expression.

La solidarité doit continuer car ce sont l'ensemble des poursuites contre celles et ceux qui ont participé aux manifestations de cet été, ou qui s'investissent dans la campagne de boycott d'Israël, qui doit être abandonné et pour cela il faut que la circulaire Alliot-Marie, amendée par Mercier et Taubira, qui criminalise le boycott, soit abrogée.

NPA, Montreuil, le 22 octobre 2014
